L’EUROPE EST EN GUERRE CONTRE UN ENNEMI QU’ELLE S’INVENTE
Les politiques migratoires européennes se détournent de la protection des migrantEs et réfugiéEs et focalisent leur attention sur une approche sécuritaire.

Pour protéger ses frontières face à une prétendue invasion, l’Union Européenne a créé une agence dotée de moyens militaires et d’un budget en constante augmentation.

Depuis 2005, la Commission européenne s’est pourvue d’un outil de contrôle des frontières extérieures de l’Union Européenne : l’agence **FRONTEX.**

Depuis le 10 octobre 2011, FRONTEX dispose d’un nouveau mandat lui octroyant plus d’autonomie budgétaire et décisionnelle.
Cette agence  coordonne des opérations visant à renvoyer des ressortissantEs étrangerEs hors de l’espace Schengen.

 En fermant une à une les voies de migration possibles et légales, Frontex pousse en réalité des milliers de migrantEs et réfugiéEs à emprunter des routes migratoires de plus en plus dangereuses.

« SURVEILLER » n’est pas compatible avec « VEILLER SUR »

**Le respect des droits fondamentaux des migrantEs et des réfugiéEs est mis en péril lors des opérations menées par Frontex : refoulements, droit d’asile bafoué et divulgation des données personnelles.**

Les migrantEs interceptéEs puis refouléEs ne peuvent bénéficier de la protection internationale en vertu de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiéEs.

A l'initiative du réseau Migreurop, des associations du Nord et du Sud de la Méditerranée se mobilisent pour dénoncer cette politique qui entraîne de nombreuses violations des droits des migrantEs et :

* EXIGER LA TRANSPARENCE DES ACTIVITES DE FRONTEX.
* Mettre en lumière ses responsabilités
* Forcer l’UE et ses Etats membres, ainsi que l’agence et ses partenaires, à respecter les droits fondamentaux des migrantEs

voir les sites : [www.migreurop.org](http://www.migreurop.org/) et [www.frontexit.org](http://www.frontexit.org/)